



**Cofinancé par  
l'Union européenne**



## **ARRETÉ n°2025\_B\_22314**

**Portant sur les modalités d'attribution des subventions FEADER de l'intervention régionale « Amélioration du potentiel pollinisateur des abeilles », déclinée de l'intervention 70.29 du Plan Stratégique National en Bourgogne-Franche-Comté.**

**Le Président de la Région Bourgogne-Franche-Comté,**

**VU :**

- Le règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;
- Le règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n°1305/2013 et (UE) n°1307/2013 ;
- Le règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n°1306/2013 ;
- Le règlement délégué (UE) 2022/127 de la Commission du 7 décembre 2021 complétant le règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les garanties et l'utilisation de l'euro ;
- Le règlement d'exécution (UE) 2022/128 de la Commission du 21 décembre 2021 portant modalités d'application du règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen

et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les contrôles, les garanties et la transparence ;

- L'annexe III du règlement d'exécution (UE) 2022/129 de la commission du 21 décembre 2021 fixant les règles applicables aux types d'interventions concernant les graines oléagineuses, le coton et les sous-produits de la vinification au titre du règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil et aux exigences en matière d'information, de publicité et de visibilité relatives au soutien de l'Union et aux plans stratégiques relevant de la PAC ;

- L'arrêté du 12 octobre 2023 portant agrément de l'Agence de services et de paiement comme organisme payeur de dépenses financées par les fonds de financement des dépenses agricoles FEAGA et Feader et comme organisme de coordination en matière de financement de la politique agricole commune ;

- Les articles 107 et 108 et suivants du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne ;

- Le Plan Stratégique National pour la France adopté par la Commission européenne en date du 31 août 2022 modifié ;

- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi 2013-1005 du 12 novembre 2013 ;

- Le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L1511-1-1, L1511-1-2 et L4221-5 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, telle que citée dans l'ordonnance n°2022-68 du 26 janvier 2022 relative à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 ;

- Le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques - JO du 10 juin 2001 ;

- Le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

- L'ordonnance n° 2022-68 du 26 janvier 2022 relative à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 ;

- Le décret n° 2022-1051 du 28 juillet 2022 relatif à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 ;

- Le décret n° 2022-1755 du 30 décembre 2022 relatif aux aides du plan stratégique national de la politique agricole commune ;

- Le décret n° 2022-1525 du 7 décembre 2022 relatif à la mise en œuvre de la politique agricole commune et du plan stratégique national pour la programmation qui démarre en 2023 ;

- Le décret n° 2023-5 du 3 janvier 2023 fixant les règles relatives aux conditions d'éligibilité temporelle et géographique ainsi que les catégories de dépenses non éligibles des aides du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 confiées aux régions ;
- La délibération du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté du 21 octobre 2022 et le courrier du 25 novembre 2022 demandant l'autorité de gestion du FEADER pour la période 2023-2027 ;
- La délibération 25AP78 de l'Assemblée plénière du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté du 5 septembre 2025 donnant délégation de pouvoir au Président du Conseil régional en matière de gestion des fonds européens ;
- L'arrêté n°2024-B-05114 portant sur le régime de sanctions applicable aux interventions régionalisées du Plan Stratégique National 2023-2027 en région Bourgogne-Franche-Comté ;
- La convention de délégation de tâches de l'organisme payeur au Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté dans le cadre de la mise en œuvre des interventions du Feader HSI GC régionalisées du plan stratégique national du 16 décembre 2022 ;
- La consultation du 21 mars 2023 du Comité régional de suivi FEADER de Bourgogne-Franche-Comté sur la fiche d'intervention régionalisée « 70.29 MAEC API Amélioration du potentiel pollinisateur des abeilles » ;

**Sur proposition du Directeur général des services de la Région Bourgogne-Franche-Comté,**

## **ARRETE**

### **Article 1 : Objectifs généraux de l'intervention**

La MAEC (Mesure Agro-Environnementale et Climatique) API a pour objectif de favoriser la transhumance des colonies d'abeilles domestiques et de soutenir les apiculteurs professionnels qui la pratiquent. Il est attendu de cette intervention notamment de contribuer à la préservation de la biodiversité par la pollinisation.

### **Article 2 : Objectif de l'arrêté**

L'objectif du présent arrêté est de décrire les conditions d'octroi des aides de l'intervention régionalisée « Amélioration du potentiel pollinisateur des abeilles » déclinée de l'intervention 70.29 du Plan Stratégique National.

Il y sera précisé la nature de l'intervention, les conditions d'éligibilités, ainsi que la méthode de calcul du montant des aides.

### **Article 3 : Description du type d'intervention**

Sont éligibles les surcoûts et manques à gagner identifiés liés à la transhumance des colonies d'abeilles domestiques.

Ne sont éligibles à ce dispositif uniquement les colonies ayant fait l'objet d'une déclaration annuelle de détention et d'emplacement de ruches auprès de l'autorité compétente (Ministère de l'Agriculture et Souveraineté Alimentaire). Cette déclaration est à faire obligatoirement en ligne sur le site [www.mesdemarches.agriculture.gouv.fr](http://www.mesdemarches.agriculture.gouv.fr) entre le **1er septembre et le 31 décembre 2025**.

#### **A) Bénéficiaires de l'aide**

Toute personne physique ou morale exerçant une activité agricole est éligible. Les établissements d'enseignement agricole sont éligibles.

La mesure est ouverte aux sélectionneurs de reines.

#### **B) Conditions d'éligibilité**

Le siège de l'exploitation agricole du demandeur doit être situé sur le territoire de la Région Bourgogne-Franche-Comté.

Le porteur de projet doit avoir au moins 18 ans au moment du dépôt de la demande. Dans le cas d'une structure sociétaire ou collective, au moins un des associés ou adhérents doit remplir cette condition.

Pour bénéficier d'une aide du FEADER, le demandeur doit être à jour de ses cotisations sociales sauf accord d'échelonnement au moment de la demande. Il ne doit pas être en procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation.

#### **C) Articulation avec d'autres aides publiques :**

Il n'existe pas de risque de double financement avec les autres interventions du PSN.

La MAEC API peut être cumulée avec l'ensemble des MAEC surfaciques 2023-2027 (systèmes et localisées) et avec les aides à l'Agriculture biologique.

Les projets émergeant à ce dispositif ne sont pas éligibles au FEDER-FSE.

## **Article 4 : Nature et montant de l'aide**

### **A) Nature de l'aide**

Il s'agit d'une subvention forfaitaire avec un engagement d'un an.

### **B) Taux d'aide et de calcul du montant de la subvention**

Le taux d'aide publique (\*), tous financeurs publics (FEADER inclus), **est de 100 %**.

*(\*) L'aide publique pour le projet s'entend « tous financeurs publics compris » et comprend en particulier la contribution du FEADER qui représente 80 % du montant de l'aide publique*

Le montant de la subvention qui peut être accordée est calculé sur la base de tranches de 10 ruches avec paiement sur le haut de la tranche.

Pour chaque tranche, un montant forfaitaire de 200 euros est attribué.

<b>Nombre de colonies engagées</b>	<b>Forfait correspondant à la tranche</b>
De 72 à 80	1 600 €
De 81 à 90	1 800 €
De 91 à 100	2 000 €
De 101 à 110	2 200 €
De 111 à 120	2 400 €
De 121 à 130	2 600 €
De 131 à 140	2 800 €
De 141 à 150	3 000 €
De 151 à 160	3 200 €
De 161 à 170	3 400 €
De 171 à 180	3 600 €
De 181 à 190	3 800 €
De 191 à 200	4 000 €
De 201 à 210	4 200 €
De 211 à 220	4 400 €
De 221 à 230	4 600 €
De 231 à 240	4 800 €
par tranche de 10 colonies supplémentaires :	+ 200 €

### **C) Définition des montants de base**

#### **Plancher :**

Minimum de 72 colonies, soit 1 600 €/an.

### **Plafond :**

Maximum de 400 colonies, soit 8 000 €/an, pour un demandeur autre qu'un groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC).

### **Sur-Plafond :**

La transparence GAEC est appliquée pour le calcul du plafond : soit le montant maximal défini ci-dessus, multiplié par le nombre d'associés du GAEC.

## **Article 5 : Procédure**

### **A) Eligibilité géographique**

Le siège de l'exploitation agricole du demandeur doit être situé sur le territoire de la Région Bourgogne-Franche-Comté.

### **B) Eligibilité temporelle**

Les bénéficiaires s'engagent pour une durée d'un an du **1<sup>er</sup> décembre 2025 au 30 novembre 2026**.

Ils devront respecter les engagements du cahier des charges (cf : article 7) **dès le 1<sup>er</sup> décembre 2025**.

### **C) Circuit de gestion des dossiers**

Le calendrier de l'appel à projets est articulé en deux phases :

- Une première phase, obligatoire, de dépôt en ligne des demandes d'aides. Il devra intervenir entre le **28 octobre 2025 et le 26 novembre 2025, date de clôture de l'appel à projets**. La demande d'aide devra être déposée en ligne et validée avec le contenu minimal attendu avant la date de clôture de l'appel à projets.
- Une deuxième phase, dite **de complétude**, permettra au porteur de projet de fournir les pièces justificatives demandées par le service instructeur. La **date limite** pour transmettre ces éléments, sera relative à chaque dossier et sera précisée dans le courriel EURO-PAC sollicitant les compléments. Seuls les dossiers ayant un **contenu minimal suffisant** lors de la première phase pourront accéder à cette phase de complétude. Tout dossier incomplet après cette date sera rejeté.

**Pour le présent appel à projets, l'enveloppe FEADER est de 750 000 euros.**

La demande d'aide et toutes les pièces justificatives constituent la demande de subvention dans le cadre du PSN pour solliciter l'aide des financeurs ci-dessous :

- Europe (Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER))
- Région (Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté (CRBFC))

Tous les documents peuvent être téléchargés sur le site : <https://www.europe-bfc.eu/> et sur la plateforme EURO-PAC (page d'accueil du dispositif API).

### **Ce qui est attendu lors de la période d'ouverture de l'appel à projets :**

- Saisie et validation de la demande d'aide par le porteur de projet sur la plateforme EURO-PAC, à l'adresse suivante : <https://europac.bourgognefranchecomte.fr>
- Les informations suivantes, a minima :
  - a) La fiche tiers, créée et remplie ;
  - b) Le formulaire de demande, dûment renseigné.

### **Un seul dossier de demande d'aide devra être déposé par bénéficiaire.**

Une fois la demande **validée** sous EURO-PAC, le porteur de projet recevra un mail automatique lui confirmant l'enregistrement de sa demande d'aide. Il ne pourra plus la modifier.

Si les informations minimales décrites ci-dessus ont bien été transmises et sont conformes, le porteur de projet recevra un accusé de réception (AR) de dossier, dans un délai ne pouvant excéder deux mois. **Cet accusé de réception ne vaut pas promesse de subvention.**

L'accès à la plateforme EURO-PAC sera redonné au porteur de projet par le service instructeur pour qu'il puisse compléter son dossier le cas échéant.

Pour tout renseignement sur la saisie du dossier en ligne, le bénéficiaire pourra contacter le service instructeur à l'adresse suivante : [feader.apiprm@bourgognefranchecomte.fr](mailto:feader.apiprm@bourgognefranchecomte.fr).

Des tutoriels sont également à disposition pour la prise en main d'EURO-PAC (création d'un compte tiers, saisie d'une demande d'aide). Ils sont à consulter ici : <https://www.europe-bfc.eu/ressources/euro-pac-tutoriels>.

### **Ce qui est attendu lors de la période de complétude :**

Pour être instruit, le dossier de demande d'aide doit au préalable être complet, c'est-à-dire que les conditions ci-dessous doivent être réunies :

- Toutes les rubriques de la demande d'aide sont complétées sous EURO-PAC ;
- Les engagements sont souscrits ;
- Toutes les pièces justificatives sont jointes ;

-Toutes les réponses aux questions complémentaires posées par le service instructeur ont été apportées.

Les dates d'envoi des documents via la messagerie EURO-PAC sont les dates faisant foi.

Lorsque le dossier est complet, un accusé de réception de dossier complet est envoyé.

**Les dossiers déposés et demeurés incomplets après la date de complétude seront rejetés.**

Une fois l'accusé de réception de dossier complet envoyé au demandeur d'aide, l'instruction des pièces justificatives par le service instructeur commencera. Au cours de cette phase d'instruction, des pièces supplémentaires et des précisions sur le projet pourront être demandées.

**Délai de fin d'engagement :**

**L'engagement s'achève le 30 novembre 2026.**

**D) Modalités de sélection des dossiers**

Pour cette intervention, il n'existe pas de critères de sélection, conformément à l'article 79 du règlement européen 2021/2115 du 2 décembre 2021.

En cas d'insuffisance de crédits FEADER et/ou cofinancement, les dossiers complets seront classés par ordre chronologique d'arrivée (le premier dossier reçu obtient le rang 1 dans le classement) jusqu'à consommation complète des enveloppes FEADER et cofinancement.

**Article 6 : Modalités de mise en œuvre et versement**

L'engagement est annuel et commence le 1<sup>er</sup> décembre 2025. L'aide est payée annuellement avec un versement unique.

Le cofinancement du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté est assuré en paiement associé.

Les bénéficiaires se verront notifier l'attribution d'une aide au titre du PSN par le biais notification d'attribution. L'aide sera versée après instruction du service instructeur de la demande d'aide du bénéficiaire.

**Article 7 : Engagements du bénéficiaire**

**A) Engagements spécifiques liés au dispositif**



## 1. Cahier des charges

L'ensemble des obligations décrites ci-dessous doit être respecté tout au long de la durée de l'engagement et ce dès le 1<sup>er</sup> décembre 2025 :

- Engager un nombre minimal de 72 colonies ;
- Respecter un nombre minimal d'emplacements fixé au niveau régional : un emplacement par tranches de 24 ruches ;
- Respecter un plancher de 5 ruches par emplacement (pour s'assurer que tous les sites soient occupés) ;
- Pas de plafond pour les zones "standards" pour permettre des pratiques adaptées aux miellées ;
- Respecter une distance minimale de 2 500 mètres entre 2 emplacements, ou en cas d'obstacles naturels (lignes de crête et cols en zone de montagne, bosquets) respecter une distance minimale de 500 mètres entre 2 emplacements ;
- Respecter une durée minimale d'occupation de 3 semaines sur chaque emplacement ;
- Tenir un registre d'élevage ou un cahier d'enregistrement.

Le registre d'élevage doit contenir a minima les informations suivantes :

- L'identifiant NAPI ;
- Numéro Pacage
- L'identité du bénéficiaire (raison sociale et SIRET) ;
- Nombre total de colonies ;
- Nombre de colonies engagées dans la MAEC (ruches et ruchettes de production de miel) ;
  - Par emplacement : Localisation (commune et adresse/lieu-dit)
  - Nombre de colonies
  - Durée de présence des colonies (date d'arrivée et date de départ).

En cas de diminution du nombre de colonies, et ce afin d'éviter une éventuelle correction financière, le bénéficiaire devra transmettre **une déclaration spontanée de la diminution du nombre de colonies engagées**.

En effet, lorsqu'il ne détient plus le nombre de colonies engagées dans la mesure (par exemple en raison des pertes hivernales), il doit effectuer une déclaration spontanée auprès du service instructeur **dans un délai d'un mois** à partir de la date du constat.

La service instructeur peut alors proposer un délai maximum de 2 mois pour lui permettre de régulariser la situation et d'être à nouveau en capacité de respecter l'ensemble de ses engagements. Passé ce délai, les obligations non respectées feront l'objet d'une sanction selon les règles exposées dans l'annexe 1 du présent arrêté.

## **2. Déclaration TéléPAC annuelle et conditionnalité**

En plus des obligations précédentes, le porteur de projet s'engage à respecter les règles de conditionnalité des aides PAC sur son exploitation. Le non-respect de la conditionnalité se traduira par une réduction proportionnée de l'aide pour l'année considérée, sur l'ensemble des aides PAC, conformément aux modalités retenues par l'Etat pour les MAEC.

Afin de permettre le contrôle du respect de la conditionnalité, le porteur de projet devra donc également réaliser une déclaration sur la plateforme TéléPAC, en plus du dépôt de sa demande d'aide sur EURO-PAC. Elle sera à faire au moment de la déclaration annuelle, habituellement ouverte entre le 1<sup>er</sup> avril et le 15 mai de l'année suivante.

Cette obligation concerne également les porteurs de projet qui ne demandent pas d'aide surfacique et/ou qui ne possèdent pas de surfaces. Dans ce cas, le formulaire TéléPAC prévoit une case spécifique à cocher. En cas de non-déclaration, le bénéficiaire peut encourir des pénalités fixées par l'article D.614-41 du Code rural et de la pêche maritime.

## **B) Engagements généraux**

Si une aide est attribuée, le bénéficiaire devra :

- Avoir pris connaissance et respecter les délais de réalisation de son engagement (délais précisés dans la convention attributive de l'aide) ;
- Détenir, conserver, fournir l'ensemble des pièces afférentes à l'engagement ; demandé par l'autorité compétente, pendant 5 années à compter de la date de versement du solde de la subvention ;
- Informer le service instructeur de toute modification de sa situation, de la raison sociale de sa structure, ou de ses engagements ;
- Se soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et des contrôles sur place qui pourraient avoir lieu avant et après le versement des aides prévues au titre du PSN ;
- Répondre aux obligations de publicité telles que prévues par le règlement d'exécution UE n°2022/129 du 21/12/2021 annexe III (JOUE du 31/01/2022) et décrites sur le site de l'Europe en Bourgogne-Franche-Comté ([www.europe-bfc.eu](http://www.europe-bfc.eu)) ou dans la notice d'aide ;
- Fournir toutes les données nécessaires au suivi et à l'évaluation du Plan Stratégique National qui lui seront demandées par l'autorité compétente ;

- Respecter l'ensemble des obligations et engagements énoncés dans la convention attributive de l'aide.

### **Article 8 : Contrôles, conséquences et sanctions**

Le service instructeur procède au contrôle administratif des demandes d'aide et des demandes de paiement présentées et peut mener des visites sur place. Les corps de contrôle habilités mènent des contrôles de conformité des dossiers et des contrôles sur place. En cas d'irrégularité lors des contrôles, de non-conformité de la demande ou de non-respect des engagements, la déchéance partielle ou totale du droit à l'aide et le cas échéant le remboursement total ou partiel des sommes perçues pourra être exigé, assorti de sanctions réglementaires, d'intérêts et de pénalités financières qui s'appliqueront en fonction des régimes d'aides en vigueur.

Le régime de sanctions applicable aux dossiers de cet appel à projets figure à l'annexe 1 du présent arrêté et est complété par l'arrêté 2024-B-05114 portant sur le régime de sanctions applicable aux interventions régionalisées du Plan Stratégique National 2023-2027 en région Bourgogne-Franche-Comté.

Par ailleurs, en vertu de l'article 83.1 b) du règlement (UE) 2116/2021 (règlement horizontal), **la conditionnalité** s'applique à ce dispositif. Ce qui implique pour le bénéficiaire :

- De déposer d'une demande géospatiale sur TéléPAC, même s'il ne dispose pas de Surface ;
- De respecter les normes relatives aux BCAE (Bonnes Conditions Agricoles et Environnementales) sur les surfaces, les animaux et les éléments dont il a le contrôle ;
- De respecter les exigences réglementaires en Matière de Gestion (EMRG) portant sur le secteur de l'environnement, de la santé publique, de la santé végétale et du bien-être animal ;
- De respecter la conditionnalité sociale qui vise le respect des règles dans le domaine du droit du travail.

Le bénéficiaire responsable d'une non-conformité à une des exigences ou normes, s'expose à une réfaction de ses aides, à un taux fixé généralement à 3 % mais qui peut varier selon le degré de gravité, l'étendue et la répétition du manquement.

Pour les non-conformités mineures, un système d'alerte sans sanction financière peut être mis en place.

**Article 9 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Région Bourgogne-Franche-Comté est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région.

Fait à Dijon, le

Pour le Président et par délégation,  
le Directeur Général Adjoint,

Olivier RITZ

## ANNEXE 1 - REGIME DE SANCTION - MAEC API

<b>Cahier des charges et obligations à respecter</b>	<b>Modalités de contrôle sur place</b>	<b>Pièces à fournir</b>	<b>Conséquences financières et/ou sanctions</b>
Tenir un registre d'élevage	Documentaire	Registre d'élevage	- Déchéance totale de l'aide en cas d'absence - Déchéance partielle en cas de tenue incomplète
Détenir de façon permanente un nombre de colonies au moins égal au nombre de colonies engagées  Dérogation : reconstitution colonies sous 2 mois après déclaration spontanée de perte, par exemple	Documentaire et visuel (contrôle de cohérence)	Registre d'élevage	- Déchéance totale de l'aide en cas de non-respect (>50 % de colonies en moins) sans déclaration préalable - Déchéance partielle en cas de non-respect (<50 % de colonies en moins) sans déclaration préalable - Déchéance partielle en cas de non-reconstitution de colonies perdues, sous 2 mois
Présence d'un emplacement par tranche de 24 colonies	Documentaire et visuel (contrôle de cohérence)	Registre d'élevage	- Retrait du nombre d'emplacements manquants (emplacements les plus fournis en colonies)
Présence sur chaque emplacement : - minimum 5 colonies	Documentaire et visuel (contrôle de cohérence)	Registre d'élevage	- Emplacement non comptabilisé en cas de non-respect
Respecter une distance minimale de 2 500 mètres entre 2 emplacements, ou en cas d'obstacles naturels (lignes de crête et cols en zone de montagne, bosquets) respect d'une distance minimale de 500 mètres entre 2 emplacements	Documentaire et visuel (contrôle de cohérence)	Registre d'élevage	- Emplacements non comptabilisés en cas de non-respect

Respect d'un temps minimum de présence de 3 semaines par emplacement.	Documentaire	Registre d'élevage	- Emplacement non comptabilisé en cas de non-respect
---	--------------	--------------------	--

Si déchéance totale : non-paiement de l'aide.

Si déchéance partielle : non-paiement de l'aide à hauteur de 30 %.